

Le discours du président de la république du lundi 13 avril fixe un objectif, la reprise de l'activité économique, et un cap, le 11 mai. A cet égard, ce discours a sa cohérence. **Nous en avons une autre** : la protection des salariés et au-delà, de l'ensemble de la population. Si la perspective d'un déconfinement est essentielle, tant psychologiquement qu'économiquement, ce ne peut être aux dépens de la sécurité sanitaire.

### Réouverture des écoles le 11 mai ? Entre bricolage, amateurisme et irresponsabilité !

« La levée du confinement sans stratégie de sortie entraînerait une deuxième vague écrasant largement le système de santé ». Ainsi l'Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale (Inserm) résumait-il son étude publiée dimanche 12 avril et adressée au Conseil Scientifique mis en place par le président de la république, en collaboration avec l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique et Médecine Sorbonne Université, ajoutant : « *Le tracement et dépistage massif de cas-contacts pour les isoler rapidement sont nécessaires* » pour envisager les stratégies de déconfinement progressif « *tout en maintenant les écoles fermées et les personnes âgées isolées* ».

Comment comprendre alors que restaurants et bars resteront fermés encore plusieurs semaines après le 11 mai, que les lieux de spectacles ne rouvriront pas avant plusieurs mois, mais que les écoles rouvriront, même « progressivement » à partir du 11 mai. Le 12 mars, le président Macron annonçait aux français la fermeture des crèches et des établissements scolaires, « **pour une raison simple : nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le**

**virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de symptômes** » nous disait-il.

En quoi la situation a-t-elle fondamentalement changé ? Jean-Michel Blanquer, interrogé sur France 2 ce mardi matin 14 avril s'est montré incapable de présenter la moindre mesure pour accompagner la réouverture des écoles. Il a dit se donner 2 semaines pour définir une stratégie ! Alors que jusqu'à dimanche, le ministre vantait la « continuité pédagogique », revirement ce mardi : il convient aujourd'hui de rouvrir les écoles pour ne pas accroître les inégalités ! Ne serait-ce pas plutôt uniquement pour permettre aux parents de reprendre le travail que l'on s'apprête à ouvrir les établissements ?

Sur le terrain, comme il y a un mois, le ministère de l'Education Nationale fait preuve d'un total amateurisme. Incapable de protéger les personnels volontaires dans les écoles pour l'accueil des enfants de personnels soignants, incapable de mettre en œuvre la continuité pédagogique, il envisage aujourd'hui une reprise des cours sans tests, sans masques, sans la garantie de pouvoir faire respecter les fameux gestes barrières par les élèves. Comment le pourrait-on dans des cités scolaires de plusieurs centaines d'élèves, ou dans des classes maternelles avec des tout-petits ?

Dans le même temps, en Mayenne, le DASEN refuse la convocation d'un CHSCT (comité hygiène, sécurité et conditions de travail) exceptionnel dédié au COVID 19, puisque selon lui « l'instance (est) bavarde et chronophage (...) et donc totalement inappropriée à la situation actuelle ». Denis Waleckx interdit même le déplacement de représentants syndicaux Force Ouvrière, pour leur service volontaire dans les écoles, au seul prétexte qu'ils alerteraient des conditions d'hygiène de santé et de sécurité dans les établissements. Comment refuser aux personnels les moyens de veiller que leur intégrité sanitaire est réellement préservée dans le cadre de leurs missions professionnelles ? De quoi a-t-il donc peur ?

**Pour le SNUDI-FO de la Mayenne, les seules conditions à la réouverture des écoles :**

- le dépistage systématique des enseignants et des élèves avec des tests sérologiques
- le matériel de protection adapté et en quantité suffisante (savon, gel hydroalcoolique, gants, serviettes, masques FFP2)
- le nettoyage et la désinfection des locaux dans le cadre d'un protocole strict

**Ces conditions sont très loin d'être réunies !**

Le SNUDI-FO 53 refuse que l'école serve de garderie au service du MEDEF et du patronat. L'éducation nationale et ses personnels ne sont pas une variable d'ajustement pour les besoins du marché. Cette décision ne trompe personne, d'autant plus que les universités restent fermées, les étudiants n'ayant pas besoin d'être gardés.

Le SNUDI-FO 53 s'oppose fermement à la réouverture des écoles au détriment de la santé des enseignants et des usagers, et sur l'autel de la reprise économique à tout prix...

Le SNUDI-FO 53 n'oublie pas, alors que la crise sanitaire a mis sur le devant la scène, l'importance des services publics et la faillite des politiques d'austérité qui les ont saccagés, que le DASEN envisage de fermer 13 postes dans le département, alors qu'il pourrait exiger une dotation supplémentaire.